

Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

*Rapport sur l'évaluation des charges transférées liées à la
compétence promotion du tourisme.*

1. Rappel sur le cadre juridique de l'évaluation des charges transférées

1.1 La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

La CLECT est :

- une commission codifiée au IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts
- créée par l'organe délibérant de l'EPCI afin de procéder à l'évaluation des charges transférées à l'EPCI ou aux communes. Cette évaluation sert à déterminer le montant des attributions de compensation.

La CLECT rend son rapport (ses conclusions) la première année d'existence d'un EPCI issu d'une fusion notamment et lors de chaque transfert de charge ultérieur.

- Ce rapport doit être établi dans un délai de 9 mois à compter de la date du transfert (nouveau Loi des finances 2017).
- Une fois adopté au sein de la CLECT, le rapport portant sur l'évaluation des charges transférées doit être adopté par les communes membres de l'EPCI à la majorité qualifiée (2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse) dans un délai de 3 mois à compter de la date de transmission du rapport (nouveau Loi des finances 2017).

En cas de non-respect de ces délais, l'évaluation reviendra au Préfet (nouveau Loi des finances 2017).

1.2 Le cadre de droit commun pour l'évaluation des charges transférées

Les principes de l'évaluation des charges transférées figurent également au IV de l'article 1609 nonies C du CGI :

- « Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel

dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

- Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.
- Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges. »

Ces éléments constituent une base méthodologique. Pour autant, la CLECT dispose cependant de toute latitude pour définir des modalités d'évaluation différentes.

1.3 Les enjeux particuliers liés à la compétence « promotion du tourisme »

Il est indispensable de bien délimiter les contours de la compétence transférée. Ainsi la promotion du tourisme au sens de la loi NOTRe et du code du tourisme comprend les fonctions :

- d'accueil et d'information des visiteurs et touristes
- de promotion
- de mise en réseau des acteurs socio-professionnels
- de commercialisation

Les animations locales et festivités restent communales et ne sont donc pas transférées.

Par ailleurs, cette compétence est globalement gérée par des entités distinctes des collectivités, qu'il s'agisse de gestion directe (établissements publics) ou de gestion déléguée (pour ce qui concerne les communes de la CAPG : associations).

Il résulte de ces particularités trois conséquences importantes pour l'évaluation des charges transférées

- ⇒ les charges nettes assumées par les communes qui seront transférées ne doivent pas être confondues avec les budgets des OT.
- ⇒ ces charges nettes correspondent aux subventions et charges de personnel attribuées aux structures assurant la promotion du tourisme, auxquelles il convient d'ajouter diverses charges qui peuvent être assumées directement par les communes (entretien des locaux, prise en charge des dépenses de fluides, assurance, etc...).
- ⇒ Il est indispensable d'isoler les coûts nets assumés par les communes pour ce qui concerne la promotion du tourisme. Cela prend appui sur l'identification précise des charges et recettes des OT affectées à la promotion du tourisme.

Le solde des recettes et charges transférées viendra minorer (charges transférées supérieures aux recettes transférées) ou majorer (recettes transférées supérieures aux charges transférées) les attributions de compensation communales.

1.4 Le cas particulier des locaux des offices de tourisme

Selon l'article L. 1321-1 du CGCT : « Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. »

Ainsi, dès lors que les locaux sont intégralement affectés à la promotion du tourisme, ils devront être mis à disposition à titre gratuit de la CA du Pays de Grasse, dans les conditions prévues par le CGCT (articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du CGCT). Dès lors, l'agglomération assure l'ensemble des dépenses relatives à ces biens, tant en entretien courant qu'en matière de gros entretien renouvellement.

Cette mise à disposition s'applique de plein droit (les communes ne peuvent donc pas s'y opposer, une fois la compétence transférée). Elle est obligatoirement réalisée à titre gratuit, aucune négociation financière ne peut avoir lieu (en dehors d'une mutation du bien). Elle ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire. Elle n'entraîne aucun changement du cadastre.

La mise à disposition d'un local emporte les conséquences suivantes :

- ⇒ **l'ensemble des pouvoirs de gestion et d'administration du bien**, c'est-à-dire l'obligation : d'entretenir le bien, de réaliser tous les travaux propres à garantir l'affectation normale des biens immobiliers (reconstruction, extension, aménagement), d'assurer le renouvellement des biens mobiliers, d'autoriser leur occupation unilatérale ou contractuelle ...
- ⇒ **les fruits et produits**. La communauté se substitue aux communes dans la perception des loyers ou indemnités d'occupation des biens. Il peut s'agir, par exemple, des redevances d'occupation du domaine telles que celles versées par un opérateur de téléphonie mobile en contrepartie de l'installation d'une antenne relais sur bien mis à disposition.
- ⇒ **les contrats sur les biens** : les contrats d'assurances, les baux, les contrats d'occupation, les marchés de travaux, fournitures ou prestations en cours, les emprunts affectés... Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieurement définies par la commune et le cocontractant, sauf accord contraire de ce dernier et de la communauté. La substitution n'entraîne aucun droit particulier pour le cocontractant, qui ne peut exiger ni indemnité, ni modification ou résiliation du contrat.
- ⇒ **la responsabilité des biens (hors police du maire) et les actions en justice**. Elle est responsable de l'entretien des biens qui lui sont remis. Ainsi et en application des principes relatifs aux dommages de travaux publics, la responsabilité de la communauté peut être recherchée sur le fondement du défaut d'entretien normal du bien. La communauté agit en justice au lieu et place du propriétaire.

En revanche la communauté d'agglomération ne dispose pas du droit d'aliéner le bien (le vendre, le céder ou le donner) ou de l'utiliser à d'autres fins que celles liées à la compétence transférée.

La convention d'utilisation, solution dérogatoire

Dans le cas où les locaux sont partiellement affectés à la promotion du tourisme, il apparaît plus simple d'établir une convention d'utilisation entre la commune propriétaire des locaux et l'office du tourisme communautaire.

A noter qu'une mise à disposition des locaux communaux à l'agglomération serait possible, auquel cas c'est l'agglomération qui établirait une convention d'utilisation avec la commune relatif à l'usage qu'elle en fait. Ce dispositif apparaît cependant plus complexe.

2. Caractéristique de l'organisation actuelle et future de la promotion du tourisme au sein du territoire du Pays de Grasse.

Au regard de l'état des lieux des organisations actuelles dédiées à la promotion du tourisme mise en œuvre ou soutenues par les communes et compte tenu des réflexions en cours au sein de la CAPG sur l'organisation et le dimensionnement du futur office du tourisme communautaire, **il est proposé d'évaluer les charges transférées au regard de l'organisation future de l'office de tourisme et non pas sur la base de la totalité des dépenses antérieurement assumées par les communes concernées.**

En effet, le diagnostic réalisé début 2017 a mis en évidence les points suivants : sept lieux distincts d'accueil des touristes dotés de personnel d'accueil et/ou de conseillers en séjour, situés à :

- Cabris
 - Grasse
 - Mouans-Sartoux
 - Peymeinade
 - Saint-Auban (CAPG)
 - Saint-Cézaire
 - Saint-Vallier
- Le nombre de touristes accueillis en OT reste modéré au regard du nombre d'agents dédiés à l'accueil, même s'il est difficile à quantifier, tous les sites d'accueils n'ayant pas déployé de comptage.
 - La dominante excursionniste de la fréquentation touristique du territoire se traduit par un nombre de nuitées faible

L'ensemble de ces constats a posé la question de la pertinence économique de maintenir une telle organisation. **L'idée directrice a alors été de chercher à rationaliser les moyens dédiés à l'accueil touristique.**

Des échanges ont eu lieu avec chaque commune concernée, dont il ressort une proposition d'organisation future telle que ci-dessous :

Commune	Organisation actuelle	Décision pour l'organisation de l'OT communautaire	Type d'organisation
Cabris	Association OT avec accueil et animations	Organisation différente : BIT saisonnier	Recrutement d'un stagiaire 4 mois par an.
Grasse	Association OT dédiée à 100% OT	Siège social	Office de tourisme
Mouans Sartoux	Association OT avec accueil et animations OT régie	Point d'information touristique	PIT
Peymeinade	communale avec accueil et animations	BIT permanent	1 Agent d'accueil permanent / Temps complet
Saint-Cézaire sur Siagne	Association OT avec accueil et animations	BIT permanent	2 Agents d'accueil permanent/ Temps Non Complet
Saint-Vallier de Thiey	Association OT avec accueil et animations	BIT permanent	1 Agent d'accueil permanent/Temps Non Complet

Focus sur le point d'information touristique :

C'est un lieu accessible aux touristes sur des amplitudes d'ouverture relativement large, qui propose en libre-service l'essentiel de la documentation ou des éditions de l'OT communautaire.

Contrairement au bureau d'information touristique, il ne dispose pas de personnel qualifié pour renseigner et conseiller les touristes. Il indique en revanche clairement les lieux où ils pourront trouver conseils et renseignement.

Il est idéalement placé dans un espace d'accueil du public offrant des horaires d'accès larges : mairie, bibliothèque ou médiathèque, musée...

3. Méthodologie mise en œuvre pour l'évaluation des charges transférées en matière de promotion du tourisme au sein de la CAPG

3.1 Evaluation des charges nettes de fonctionnement

Compte tenu de la diversité des situations de départ et des écarts constatés entre la situation préalable au transfert et celle attendue dans le cadre de l'office

de tourisme communautaire, il est apparu nécessaire de distinguer les différents cas de figure distincts et d'adapter la méthode d'évaluation des charges transférées à chacun de ces cas de figure.

Ainsi, ce sont 3 cas de figure qui ont été retenus, chacun disposant de particularités dans le calcul des charges de fonctionnement transférées.

Cas N°1 : la structure associative préexistante est dédiée intégralement à la promotion du tourisme et perdurera (cas de la ville de Grasse)

Les charges nettes transférées sont calculées comme suit :

Montant de la subvention de la dernière année 2016
+
Montant de la cotisation au CRT
+
Dépenses 2016 assumées par la commune de Grasse en matière de personnel et pour le fonctionnement du local de l'OT

Cas N°2 : la structure préexistante est dédiée partiellement à la promotion du tourisme et perdurera (cas de Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier de Thiey)

Les charges nettes transférées sont calculées comme suit :

Quote-part de personnel en équivalent temps plein affecté à la promotion du tourisme*
+
Part de frais fixe au forfait ou au réel
+
Mise à disposition à titre gratuit des locaux, les dépenses et autres charges liées aux locaux restent assumées par la Commune

* A noter qu'en cas d'évolution de la masse salariale d'ores et déjà connue au jour du transfert, ce sont ces nouvelles charges salariales qui sont prises en compte (cas de Saint-Cézaire dont le statut et les quotités de temps des deux personnels a évolué début 2017).

Cas N°3 : la structure préexistante est dédiée partiellement à la promotion du tourisme et perdurera selon des modalités différentes (cas de Cabris et Mouans-Sartoux,)

Cas de Cabris : Bureau Information Tourisme Saisonnier

<p>Estimation au forfait des charges de fonctionnement de la nouvelle organisation (personnel saisonnier + coût forfaitaire d'encadrement)</p>
<p style="text-align: center;">+</p> <p>Mise à disposition à titre gratuit des locaux, les dépenses et autres charges liées aux locaux restent assumées par la Commune</p>

Cas de Mouans-Sartoux: Point Information Tourisme (PIT)

<p>Montant forfaitaire de charges</p>
<p style="text-align: center;">+</p> <p>Mise à disposition à titre gratuit des locaux, les dépenses et autres charges liées aux locaux restent assumées par la Commune</p>

3.2 Evaluation des charges transférées liées aux locaux.

Les dépenses d'équipement recouvrent :

- Le calcul d'un coût moyen annualisé vise à donner à l'intercommunalité la capacité de financer le renouvellement du patrimoine transféré.
- Il s'agit de rapporter le coût de réalisation / acquisition ou de renouvellement du bien à une durée normale d'utilisation.

Par équipement, est entendu : les locaux en tant que tels (immobilisations, ainsi que l'ensemble des actifs mobiliers (aménagements intérieurs, bureaux, matériel informatique...).

La méthode proposée est la suivante :

Etapes	Détail de chaque étape pour chaque élément immobilier / mobilier
Etape 1	Détermination du coût de réalisation/ acquisition / renouvellement : Montant brut initial d'acquisition/réalisation - subventions perçues pour l'acquisition/réalisation du bien - FCTVA = Coût net
Etape 2	Détermination d'une durée d'utilisation de référence (30 ans) *
Etape 3	Annualisation : - coût net (cf. étape 1) / période de référence (cf. étape 2)

* le choix de la durée d'utilisation de référence. -> Il est proposé que les règles usuelles d'amortissement des biens (rappelées par exemple par le Conseil national de la comptabilité) servent de cadre de référence. Exemples de durées d'amortissement recommandées : 2 ans pour les logiciels, 20 à 30 ans pour les installations de voirie, etc.

En cas difficulté à obtenir les informations détaillées pour chaque commune nous retiendrons un coût forfaitaire par m2 que nous utiliserons pour tous les locaux mis à disposition de l'agglomération.

La définition légale du coût annualisé mentionne clairement les frais financiers. Il est proposé de tenir compte des deux situations suivantes :

- en l'absence d'emprunt affecté, il n'y aura pas de charge financière transférée (considérant que l'équipement a été autofinancé)
- En cas d'emprunt affecté, prise en compte de l'annuité dans le calcul des charges transférées.

La mise en œuvre de cette méthode suppose de disposer de tous les éléments d'actifs rattachés aux équipements concernés (travaux, aménagement, peinture, etc.), avec une vision par équipement.

A noter qu'à l'exception du local de l'OT de Grasse qui est à la fois indépendant et affecté intégralement à la promotion du tourisme, les bâtiments qui seront occupés par un bureau d'information touristique ou un point d'information touristique au 01/01/2018 sont pour la plupart :

- soient intégrés dans un local plus vaste et non dissociables (**Saint-Cézaire**)
- soient « multifonctions » et n'auront pas pour seule affectation la promotion du tourisme (ils pourront être partagé avec d'autres associations ou utilisés à d'autres fins (**Cabris, Mouans-Sartoux, Peymeinade, Saint-Vallier**)).

De ce fait, ils devraient rester de gestion communale (et non pas transférés à la CAPG) mais seront bel et bien utilisés par l'OT communautaire.

Dès lors deux options sont envisageables pour organiser cette occupation et ses modalités financières:

A/ Une convention d'occupation moyennant loyer est établie avec l'OT communautaire. Le montant de ce loyer doit être calculé de manière précise doit être neutre pour les parties (ne générer ni bénéfice ni déficit). Ce loyer doit couvrir à la fois les charges de fonctionnement courant (fluides, assurances....) assumées par la commune ainsi que le coût d'entretien et gros entretien-renouvellement (usure du local) et les équipements. Rappelons ici qu'en vertu du principe de neutralité financière qui doit guider tout transfert de compétence, le loyer calculé sera également déduit de l'attribution de compensation des communes. Cette part déduite sera figée tandis que le loyer versé par la CAPG évoluera chaque année (ou selon une autre fréquence) en fonction d'indices à déterminer ou des coûts réellement assumés par la commune.

B/ Une convention d'occupation à titre gratuit est établie avec l'OT communautaire. La commune concernée continue à assumer les charges relatives au local qu'elle portait jusqu'à présent (en fonctionnement, comme en entretien courant et gros entretien-renouvellement) mais celles-ci ne sont pas évaluées et son attribution de compensation n'est pas diminuée.

Les échanges avec les communes concernées ont permis d'aboutir aux choix suivants :

Commune	Caractéristique du local	Choix retenu pour le traitement des charges des locaux	Conséquence
Cabris	Local partagé avec autre association	A titre gratuit	Convention d'occupation à titre gratuit
Grasse	Local non partagé et indépendant	Mise à disposition de la CAPG	Evaluation coût moyen annualisé et PV de mise à disposition
Mouans-Sartoux	Local partagé avec autre association	A titre gratuit	Convention d'occupation à titre gratuit
Peymeinade	Local partagé avec autre mission	A titre gratuit	Convention d'occupation à titre gratuit
Saint-Cézaire-sur-Siagne	Local non dissociable des locaux communaux	A titre gratuit	Convention d'occupation à titre gratuit
Saint-Vallier de Thieu	Local non dissociable des locaux communaux	A titre gratuit	Convention d'occupation à titre gratuit

3.3 Clause de revoyure

Compte tenu de ce contexte particulier et d'une organisation qui aura besoin de se roder, il est proposé de prévoir **une clause de revoyure** afin d'apporter des évolutions futures à cette organisation et de mesurer les impacts qu'ils auront sur les charges transférées.

Il est donc proposé en séance de revoir les charges évaluées après une année d'exercice pleine et entière de la compétence par la CAPG, et de proposer une commission au cours du 1^{er} trimestre 2019.

4. Calcul des charges transférées

4.1– Commune de Cabris

Organisation retenue : Bureau Information Tourisme (BIT) saisonnier

Charges de fonctionnement :

- Evaluation de la compétence sur la base du coût brut chargé d'un agent stagiaire sur une base de 4 mois/an
- Pas de Transfert de personnel : coût d'un saisonnier stagiaire « tourisme »
- Quote-part de coût d'encadrement 0,5% d'un ETP sur 4 mois
- Mise à disposition de locaux sur la base d'une convention à titre gratuit

CABRIS	Charges
Coût personnel saisonnier pour 4 mois (base 3,60 € x 135h x 4mois)	1 944 €
Coût encadrement du stagiaire pour 4 mois (base 0,5% ETP x 4 mois	917 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	0
Montant définitif des charges transférées	2 861 €

4.2– Commune de Grasse

4.2.1 Charges de fonctionnement

Organisation retenue : Office de tourisme communautaire / Siège

Charges de fonctionnement :

- Evaluation de la subvention versée par la Ville à l'OT associatif sur la base du CA 2016
- Transfert de personnel : transfert de deux agents / Agents statutaires FPT temps complet, évaluation des frais de personnel sur la base du CA 2016.
- Prise en compte des charges courantes liées au local au réel sur la base du CA 2016 ainsi que le coût de renouvellement du local au coût moyen annualisé sur la base de la valeur nette inscrite à l'actif de la Ville
- Cotisation au CRT sur la base du CA 2016
- Prise en compte d'une quote-part de charges financières liées au financement du local reconstituée sur la base du transfert d'une quote-part du passif (cout total des frais financier annualisé sur 20 ans : 92.646,93 / 20 ans).

GRASSE	Charges
Subvention OT	280 000 €
Personnel	73 885 €
Entretien/fluides	12 423 €
Cotisation au CRT	15 000 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0 €
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	18 522 €
Frais financiers	4 632 €
Montant définitif des charges transférées	404 463 €

4.2.2 Charges des locaux et équipements

Transfert des locaux de la Commune à l'agglomération : estimation au coût moyen annualisé sur 30 années sur la base de la valeur d'actif inscrit à l'inventaire de la Ville diminué du FCTVA.

Valeur brute à l'actif : 657.372 €

FCTVA : 101.703 €

Valeur nette : 555.669 €

CMA sur 30 ans : 18.522 €

4.3– Commune de Mouans-Sartoux

Organisation retenue : Point Information Tourisme (PIT)

Charges de fonctionnement :

- Evaluation du cout du PIT sur la base d'un cout forfaitaire estimé 550 € qui est le cout chargé d'un agent « responsable accueil » dans le secteur tourisme soit environ 11€/heure
- Transfert de personnel : il n'y a pas de transfert de personnel
- Mise à disposition de locaux sur la base d'une convention à titre gratuit

MOUANS SARTOUX	Charges
Estimation Frais PIT au forfait base cout horaire 1 x par semaine	550 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	0
Montant définitif des charges transférées	550 €

4.4– Commune de Peymeinade

Organisation retenue : Bureau Information Tourisme (BIT)

Charges de fonctionnement :

- Evaluation de la compétence sur la base du coût brut chargé de l'agent transféré.
- Transfert de personnel : 1 agent transféré / agent statutaire FPT temps complet
- Mise à disposition de locaux sur la base d'une convention à titre gratuit

PEYMEINADE	Charges
Quote part des charges de la régie affectée à la promotion (cout salaire Aout 2017 + prime fin d'année)	31 573 €
Quote part de frais fixe (5%)	1 579 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	0
Montant définitif des charges transférées	33 152 €

4.5– Commune de Saint-Cézaire

Organisation retenue : Bureau Information Tourisme

Charges de fonctionnement :

- Evaluation de la compétence sur la base du coût brut chargé des deux agents transférés.
- Transfert de personnel : 2 agents transférés / reprise des 2 contrats /temps non complet
- Quote-part de frais de fonctionnement : photocopieurs
- Mise à disposition de locaux sur la base d'une convention à titre gratuit
- Déduction des recettes liées à la promotion des hébergeurs meublés de la commune par l'OT.

SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE	Charges
Charges de personnel contrat non complet (20h et 24h/semaine)	24 828 €
Frais fixe au réel (dont contrat photocopieur)	5 379 €
Recettes de fonctionnement (adhésions sites loueurs)	-2 800 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	0
Montant définitif des charges transférées	27 407 €

Clause de revoyure : il est proposé de réviser le montant de la charge évaluée en fonction de la renégociation en cours du contrat de location du photocopieur lors de la revoyure prévue à l'article 3.3 du présent rapport.

4.6 – Commune de Saint Vallier

Organisation retenue : Bureau Information Tourisme (BIT)

Charges de fonctionnement :

- Evaluation de la compétence sur la base du coût brut chargé de l'agent transféré.
- Transfert de personnel : équivalent ½ ETP ou convention type mutualisation
- Quote-part de frais de fonctionnement : 5% de la masse salariale
- Mise à disposition de locaux sur la base d'une convention à titre gratuit

SAINT VALLIER DE THIEY	Charges
Estimation charge de personnel contrat non complet (base 0,50 smic)	10 036 €
Frais fixe forfait 5%	502 €
Charges de fonctionnement des locaux le cas échéant	0
Coût moyen annualisé du bâtiment le cas échéant	0
Montant définitif des charges transférées	10 538 €

5. Focus sur les cotisations au Pôle touristique du Pays de Grasse (PTPG)

Il est proposé à la Commission d'évaluer, sur la base de l'année 2016, le montant de la charge liée aux cotisations versées directement par les communes membres et par la CAPG pour les 5 communes d'ex-CAPAP, dans le cadre de leur adhésion au pôle touristique du Pays de Grasse (PTPG).

En effet, les communes de la CAPG n'auront plus la possibilité d'adhérer au PTPG du fait du transfert de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'Office du tourisme » à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La CAPG, le cas échéant, se substituera à elles pour verser une cotisation au PTPG en fonction de la politique touristique communautaire.

Communes	Cotisation au Pôle Touristique du Pays de Grasse - 2016		Total
Andon		150,00 €	
Auribeau sur siagne	633,00 €		
Cabris		288,00 €	
Escragnolles		150,00 €	
Grasse	10 443,00 €		
Mouans-Sartoux	1 988,00 €		
Pégomas	1 480,00 €		
Peymeinade		1 601,00 €	
Roquette-sur-siagne (La)	1 067,00 €		
Saint-Cézaire-sur-Siagne		770,00 €	
Saint-Vallier de Thiey		717,00 €	
Spéracèdes		263,00 €	
Tignet (Le)		660,00 €	
Total	15 611,00 €	4 599,00 €	20 210,00 €

A noter : les cotisations pour le compte des 5 communes ex-CAPAP ont été versées par la CAPG en 2016.

6. Avis de la CLECT sur les charges transférées

Communes	Compétence "promotion du tourisme" hors pôle touristique	Pôle Touristique
Cabris	2 861 €	288 €
Grasse	404 463 €	10 443 €
Mouans Sartoux	550 €	1 988 €
Peymeinade	33 152 €	1 601 €
Saint Cezaire	27 407 €	770 €
Saint Vallier	10 538 €	717 €
Sous total	478 971 €	15 807 €
Amirat	- €	- €
Andon	- €	150 €
Auribeau sur Siagne	- €	633 €
Briançonnet	- €	- €
Caille	- €	- €
Collongues	- €	- €
Escagnolles	- €	150 €
Gars	- €	- €
La Roquette	- €	1 067 €
Le Mas	- €	- €
Le Tignet	- €	660 €
Les Mujouls	- €	- €
Pégomas	- €	1 480 €
Saint Auban	- €	- €
Séranon	- €	- €
Spéracèdes	- €	263 €
Valderoure	- €	- €
Proposition évaluation	478 971 €	20 210 €

Compte-tenu des incertitudes pesant sur les missions futures confiées au Pôle Touristique et de la difficulté à être équitable entre les communes qui faisaient partie de la CAPAP (cotisations acquittées par CAPG) et les autres, la CLECT décide de scinder l'évaluation en deux sous parties :

- La compétence « promotion du tourisme » hors Pôle Touristique
- Le Pôle Touristique

Le Bureau puis le Conseil de communauté seront appelés à statuer sur les modalités de calcul de l'attribution de compensation.

La CLECT propose notamment que la part concernant le Pôle Touristique soit éventuellement prise en compte lors de la revoyure.

Le présent rapport est adopté en séance par les membres de la CLECT du 18 octobre 2017 à l'unanimité.